Russie

*(SER de Moscou*)

*Stabilité globale du taux de croissance des cas de COVID-19 détectés mais ralentissement de la progression à Moscou. Situation toujours inquiétante dans certaines régions. Communication des grandes lignes du plan de relance de l’économie ; doutes sur ses ambitions. Les indicateurs économiques avancés (PMI) pointent un rebond mais restent dans le rouge. Annonce d’un plan de soutien aux achats publics de véhicules automobiles. Inquiétudes sur des pertes en capital humain dans le secteur IT.*

**Situation sanitaire.**

Au 5 juin 2020, le rythme de propagation du virus Covid-19 reste stable en Russie avec 8 726 nouveaux cas annoncés ce jour (449 834 au total, donc 2% quotidiens). La Russie se classe toujours à la troisième place par le nombre de nouveaux cas quotidiens et par le nombre total de cas. La ville de Moscou compte à elle seule près de la moitié des cas (191 069) mais la progression de la maladie y a fortement ralenti (sous les 2% de hausse depuis 15 jours). L'effort de dépistage est toujours considérable; le nombre d'hospitalisés aussi, bien qu'il soit en diminution. Les autorités sanitaires ont appelé au maintien des lits dédiés à la prise en charge des malades du Covid-19 en anticipation d’une 2ème vague. La ville de Moscou a apporté des corrections à ses chiffres de mortalité pour avril. Actuellement, la mortalité quotidienne (57 morts le 4 juin) évolue peu mais ressort en augmentation par rapport au mois d’avril. Le début du déconfinement ne semble pas avoir d'effet visible sur l'évolution du nombre de cas pour le moment. Au-delà de Moscou, la situation est toujours inquiétante dans certaines régions, notamment dans l'oblast de Nijni-Novgorod et le Caucase. La publication des chiffres de mortalité de Saint Pétersbourg pour mai révèle une disparité considérable entre l’augmentation globale des décès (1600 soit +32% en glissement annuel) et le chiffre déclaré de 171 décès liés au coronavirus.

**Mesures économiques de soutien**.

Cette semaine, le plan de relance économique a été présenté au président russe. Par rapport à la version précédente soumise au gouvernement la semaine dernière, le coût total du plan a diminué de 700 Mds RUB, à 7 300 Mds RUB soit environ 7% du PIB, dont 5 000 Mds RUB sont des dépenses budgétaires (ce montant inclurait les pertes de recettes budgétaires et tout ou partie des mesures de soutien déjà lancées). Le plan devrait comporter des mesures visant à stimuler l’investissement, promouvoir l’utilisation des nouvelles technologies notamment digitales ainsi que des actions en direction des domaines de l’éducation, de la construction et du logement. Il comprendrait en outre des volets dédiés aux développements des infrastructures et de la substitution des importations. À la fin de 2021, les autorités ambitionnent de réduire le taux de chômage à 5% (il atteint 5,8%) en avril 2020), de restaurer une croissance régulière des revenus réels et de faire remonter le taux de croissance de l’économie à 2,5%. Le plan devrait être finalisé et présenté lors de la deuxième moitié du mois de juin. Le Président a également demandé au gouvernement une révision du programme phare d’investissements publics (les « projets nationaux »). Un certain nombre d'experts critiquent déjà le plan de relance pour son manque d’ambitions.

**Impact économique et financier**. L'économie russe en mai a commencé à montrer les premiers signes de rebond (après avoir chuté de 12% en avril selon les premières estimations du ministère du Développement économique), en lien avec la levée progressive des mesures restrictives à partir du 12 mai (notamment la fin des «jours chômés»). L’indice PMI du secteur manufacturier est remonté à 36,2 points en mai 2020 contre 31,3 points en avril et celui des services s’est élevé à 35,9 points en mai 2020 contre 12,2 points en avril.

**Impacts sectoriels.**

**1| Automobile.** Devant l’effondrement du marché, le ministère de l'Industrie et du Commerce a élaboré un projet de décret allouant 70 Mds RUB (±875 M EUR) pour soutenir les achats de voitures par les entreprises et organismes publics. Plus de 33 000 véhicules pourraient ainsi être achetés dans des conditions avantageuses, sous réserve qu’ils aient été produits en Russie.

**2| Transport routier.** L'investissement dans la construction d'autoroutes cette année pourrait augmenter de près de 8 Mds RUB (± 100 M€). Tout en soulignant que la construction d'infrastructures routières a un impact important sur les industries connexes dans le cadre des coupes budgétaires générales, les experts du secteur considèrent toutefois que le montant du financement supplémentaire n'est pas assez important.

**3| Numérique.** Les associations professionnelles du secteur s’inquiète de l’exode massif des spécialistes des technologies de l’information. Cet exode (10 à 15 000 spécialistes pourraient s’expatrier en 2020-2021) est une des conséquences des nombreuses faillites qu’a connu le secteur durant le confinement et la baisse drastique des salaires qui s’en est suivie (d’après une enquête des professionnels du secteur, le revenu moyen des développeurs de logiciels russes en mai a diminué de près de moitié par rapport à la même période de l'année précédente et plus de 10 % des entreprises ont déclaré qu'il avait diminué de plus de 90 %). Cette « fuite des cerveaux » sera particulièrement préjudiciable à ce secteur, avec une perte de savoir-faire difficilement rattrapable à court-moyen terme. Par ailleurs, la réduction du secteur IT entraînera aussi inévitablement un déclin de son activité d'exportation, ont averti les associations. À cet égard, elles ont demandé au gouvernement : (i) de reconnaître le secteur IT comme étant touché par la pandémie, ce qui signifierait que les entreprises pourraient bénéficier des mesures de soutien déjà prises par le gouvernement ; (ii) d'effectuer le paiement échelonné des primes d'assurance sur les salaires et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour les entreprises fabriquant des produits informatiques pour 2020 et 2021-2024 ; (iii) de favoriser l’achat de logiciels russes dans les appels d’offres publics.

**4| Agroalimentaire.** Le 3 juin, à l’occasion d’une nouvelle réunion de suivi de la situation dans les secteurs agricoles et agroalimentaires dans le contexte Covid, en présence de représentants des administrations fédérale et régionales et des organisations agricoles, le ministère de l’agriculture a confirmé la situation stable des marchés, à l’exception de pénuries de produits maraichers en extrême orient. Pour remédier à ce problème des transports subventionnés seront mis en place. Les travaux agricoles de printemps se déroulent normalement (47 millions d'hectares semés, soit près de 91% de la surface prévue). Le ministère a confirmé la mise en place d’assouplissement des conditions de remboursement des prêts bonifiés à court terme (trésorerie) et long terme (investissement) pour les entreprises du secteur: report d’un an des dates limites de remboursement du capital et des intérêts, et augmentation à 15 M EUR du plafond d’emprunt par entrepreneur. La gestion difficile (abus du système de réservation temporaire) du contingent à l’exportation de céréales (blé, seigle, orge, maïs) à destination des pays tiers hors Union économique eurasiatique (7 Mt du 1er avril au 30 juin 2020) mis en place par le gouvernement pour sécuriser l’approvisionnement domestique, conduit à un projet d’évolution des modalités de réservation et une augmentation du fonds d'intervention céréalière (réserve publique) qui devrait être porté à 6 Mt (1 mois de consommation russe) pour les campagnes à venir, dont une partie sera réservée à l’achat par les meuniers. Les prévisions pour la campagne 20-21 sont cependant optimistes (120 Mt). 450 000 tonnes doivent encore être exportées en juin contre 1,4 million de tonnes l’année dernière.